

**Le sol ou l'usine : la création des régions. Clémentel et
l'invention de la région des Alpes françaises**
**Land or factory: The creation of regions. Clémentel and the
origins of the French Alps Region**
**La tierra o la fábrica: la creación de regiones. Clémentel y la
creación de la región de los Alpes franceses**

Philippe Veitl

Number 22 (62), Fall 1989

De l'espace pour le local

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034014ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034014ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Veitl, P. (1989). Le sol ou l'usine : la création des régions. Clémentel et l'invention de la région des Alpes françaises. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (22), 11–21. <https://doi.org/10.7202/1034014ar>

Article abstract

The project to create economic regions, begun in 1917 by the Minister of Commerce and Industry, Étienne Clémentel, and the development of an economic region in the French Alps by Grenoble electro-technicians, constituted two attempts at ensuring that the Third Republic not be a "blocked society". Without having to choose between land or factory, this served to reconcile a vision of social links inherited from the rural world that rested on the idea of the collective rootedness of the French people to their soil, with an active policy of industrial expansion aimed at saving France from decline. At government and regional levels alike, eminent members of the French school of human geography contributed to the building of a representation associating these two ideas, at a time when such claims were widely received as radically antithetical.

Le sol ou l'usine : la création des régions. Clémentel et l'invention de la région des Alpes françaises

Philippe Veitl

« Le régionalisme est à la mode, comme les jupes courtes. Il est bien porté [...]. [Mais] en quoi consiste au juste le régionalisme ? Le connaissons-nous bien d'après ses prophètes ? [...] Le définir n'est-ce pas le démembrer ou le dissoudre ? »

(Jules Bellendy)

Qui, observateur de nos modes, désavouerait le présent avis d'un publiciste énoncé en 1919 ? Il inscrit dans la durée l'association d'un engouement politique pour la région à l'absence d'un corps doctrinal unificateur. L'historiographie, réitérant périodiquement son appel à l'ouverture d'un travail soutenu sur l'histoire du régionalisme, paraît s'achopper à une telle situation de dispersion des conceptions. En termes théoriques et factuels, elle marque le pas.

L'usage, dans notre travail, de deux modalités organisant la représentation du lien social, la territorialité et la sectorialité, sem-

ble généralisable. Chacun appréciera, pour soi, leur capacité d'ordonner une lecture neuve des faits, et leur aptitude à soutenir les avancées de la recherche.

Nous étudierons deux événements négligés ou mésestimés : le « Projet de division de la France en régions économiques », lancé le 25 août 1917 par une circulaire du ministre du Commerce et de l'Industrie, Étienne Clémentel, et conclu le 5 avril 1919 par un arrêté répartissant les 149 chambres de commerce en 17 groupements ; et, en appui sur le douzième d'entre eux, l'invention de la région des Alpes françaises par une élite

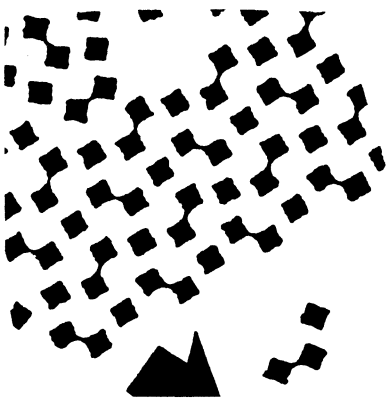
scientifico-industrielle grenobloise¹.

Inséré dans la chronologie gouvernementale, notre propos suivra un découpage classique haut-bas. Au projet ministériel succédera l'initiative locale. Mais, outre la double modalité conceptuelle susnommée, un postulat méthodologique nourrit également la composition des deux parties.

Le dessein du régionalisme économique, étatique et alpin d'instituer un découpage inédit du territoire n'était viable qu'articulé à une manière de voir. Arbitrage sur le sens à attribuer à la nature de la société, cette représentation du

12 social guida les pratiques dans leur conformité à la réalité telle qu'on croit qu'elle est, ou doit être. Nous délaissions, de ce fait, les arrêtés qui codifièrent les régions Clémentel, et la stratégie médiatique destinée à faire de l'idée d'une région alpine une vérité du sens commun.

On restituera l'histoire des pratiques discursives qui générèrent cette manière singulière de poser la réalité du monde. Elles ont une histoire aussi réelle que celle des réalités dites objectives. Défaçons-nous de la vue étriquée selon laquelle elles se limiteraient à redonner, par reflet, ces dernières.



Par l'État, régionaliser

Au printemps 1917, Étienne Clémentel appela Henri Hauser, alors professeur d'histoire-géographie à Dijon, pour qu'il l'assiste et pour lui confier la direction d'un service nouveau chargé spécialement de l'élaboration de son

projet de régionalisation. Disciple du fondateur de l'école française de géographie, Paul Vidal de la Blache, Hauser s'inspira intégralement des écrits de son maître sur les régions économiques. Il faut, pour commencer, retourner à la genèse de ces textes qui eurent un retentissement considérable.

Un « Tableau » en péril

En 1903, la parution du *Tableau de la géographie de la France* de Vidal de la Blache est indissociable d'une profonde crise culturelle, apparue à l'entre-deux-siècles et affectant les mentalités collectives. Il en porte l'empreinte.

Tome premier de l'*Histoire de France* d'Ernest Lavisse, le *Tableau* compose une de ces pages fondamentales qui interrogent la nature de l'identité nationale (Guiomar, 1986). Prenant acte de l'absence d'unité physique du territoire et de son extrême variété géographique, Vidal n'en conçut pas moins l'idée qu'une contrée politique, une patrie pût s'édifier :

Il y a [...] une force bienfaisante, un *genius loci* [...] un je ne sais quoi qui flotte au-dessus des différences régionales. Il les compense et les combine en un tout, et cependant ces variétés subsistent, elles sont vivantes (Vidal, 1949 : 27).

Le « pays », qui signifie « terre natale » et s'applique de coutume à une communauté rurale, paroissiale, villageoise, est l'espace social où l'influence du « lieu » est la plus aiguë. Penser la France, c'était donc penser ses terroirs, organismes ancrés sur une étendue limitée et nés de la symbiose entre l'homme et son sol. Et réciproquement. On ne sortait pas de la correspondance.

Ni le sol ni le climat n'ont changé ; pourquoi cependant ce tableau nous paraît-il suranné ? pourquoi [...] il n'y a rien dans ce qui arrive qui ne soit conforme aux faits [déjà reconnus ?] (Vidal, éd. 1908 : 350).

S'apprêtant à clore son ouvrage, Vidal laissa sourdre, sans

le nommer, un trouble qui avait pour origine une transformation sociologique éludée dans son *Tableau* : l'envahissante présence de la ville, et corrélativement, de l'industrie.

La nostalgie ne fut rien dans ce pressentiment d'un péril. Vacilla, plutôt, une économie mentale débordant largement la réflexion vidalienne. Un mot, emblématique chez Barrès, résume le malaise, le « déracinement ». La métaphore botanique est juste. Le passage de la France des pays à la France des usines sembla engendrer, en effet, une circulation dégradée de la « sève puissante qui vient du sol » (Vidal), relation vitale sans laquelle un individu et son groupe étaient incomplets, inconcevables même.

L'exode rural, l'errance ouvrière, la « croissance de ces villes monstres » (Hauser, 1918 : 43), la technicité progressive des rapports entre les individus et avec la nature — le machinisme — furent dramatisés car ils fragilisaient l'assise idéologique de la citoyenneté. Et, par contrecoup, la Troisième République. L'enracinement de chaque personne dans un terroir, sans distinction de classe, était le titre d'accès à la communauté politique nationale. La francité reposait sur la croyance en une identité individuelle et collective façonnée par la terre où l'on a ses racines natales, « ce par quoi je suis le parent de l'homme qui passe là-bas et que je ne connais point, mais qui est, comme moi, issu de la même souche » (Haraucourt, 1932 : 57).

Le trouble du déracinement, inflexion critique de l'histoire des structures cognitives, s'éclaire avec deux notions, la territorialité et la sectorialité. Une telle conceptualisation ne fut pas explicitement usitée. Mais elle forme la trame sous-jacente à la confrontation théorique entre la sociologie

durkheimienne et la géographie humaine vidalienne sur la nature du lien social et de l'identité individuelle et collective. Contre Vidal, Durkheim défendit l'idée d'un affaïssement spontané de l'organisation basée sur les groupements territoriaux (territorialité), sous l'action déstructurante des communautés professionnelles, montages de pratiques technico-industrielles distribuées sectoriellement (sectorialité). Non sans heurts, les représentations de la réalité sociale se modifiaient.

Les formes progressives

L'année de la publication du *Tableau*, Clémentel rapporta le budget de l'Intérieur. Son allocution s'acheva par un plaidoyer pour l'adoption de « mesures pouvant préparer le pays à pratiquer l'autonomie administrative régionale » (Clémentel, éd. 1923 : 211). Il voulait ménager un espace de liberté à « l'irrésistible besoin de briser l'absurde centralisation qui étouffe toutes énergies vitales » (p.199) venues du terroir. Peintre, poète, il exprima par son art « le culte invétéré, inné [...], pour cette terre [d'Auvergne] dont il sort » (Haraucourt, 1932 : 33-34). Politique, peinture et poésie, les trois occupations de sa vie, formèrent un continuum, et Clémentel nota que la « terre » est, dans l'existence souvent sombre et faite d'âpres combats du politicien, source de réconfort et de renaissance (p. 44). Pourtant, il ne préconisa pas de mettre la France des terroirs à l'abri des modifications observées par Vidal et Durkheim.

Il voyait, au contraire, se dessiner spontanément, sous l'action d'une solidarité inter-professionnelle, une diversité d'inédites communautés géographiques. « L'identité ou la communauté des intérêts [économiques] qui rapprochent les hommes » rend « irrésistible » le régionalisme,

et fait sortir les populations de « leur isolement » (Clémentel, éd. 1923 : 198-200). Pour Clémentel, donc, loin de s'effacer, la territorialité commandait le développement des communautés professionnelles. Mieux, les groupements économiques constituaient le soubassement de nouveaux « terroirs ». Il convenait de faciliter leur libre épanouissement, un des moyens du redressement ardemment attendu après la défaite de 1870.

L'assurance insuffisante de son propos, une conceptualisation ténue risquaient cependant d'induire un blocage. L'accentuation de la « professionnalisation » de la France put apparaître à Clémentel comme une concession inacceptable, et l'amener à un repli réactionnaire pour sauvegarder sa terre auvergnate.

Il n'en fut rien. Les mesures qu'il demanda, « sans tarder », en 1903, il en posa, entre 1917 et 1919, les précaires jalons. En embrassant la philosophie d'Hausser et de Vidal, il parvint à concilier l'attachement à sa petite patrie traditionnelle et les amples restructurations de la société française, qu'il réalisa et encouragea pour une part.

Entre-temps, justement, Vidal, resté en 1903 au seuil de la question, tenta de discerner pourquoi un sentiment de désuétude enveloppait son *Tableau*. De 1904 à 1917, il rédigea une série d'articles sur l'incidence spatiale de l'avènement de la civilisation industrielle, une forme sociale méconnue. Un principe unificateur les guida : « l'étude attentive de ce qui est fixe et permanent dans les conditions géographiques de la France » (Vidal, éd. 1908 : 351).

Fort de sa position au sein d'un champ intellectuel français en cours d'institutionnalisation dans le cadre universitaire — Vidal contrôlait l'enseignement

géographique à l'École normale supérieure et à la Sorbonne —, il dut user de toute sa parole scientifique autorisée pour tâcher d'imposer une image exacte, pensait-il, des changements en cours. En refusant de céder « à l'impression que c'est une vie saine et naturelle qui s'écoule sans retour et va se noyer dans le gouffre des villes » (Vidal, 1913 : 12), il alla, en effet, à rebours de l'inquiétude généralisée face au déracinement. Il releva le caractère « fixe et permanent » de l'enracinement et des communautés géographiques.

Les « influences [...] du sol, ce qu'il y a de plus intime dans la nature humaine [...], [ne sont pas] [...] diluées dans les grands courants de la vie économique moderne » (Vidal, 1908 : 461). Elles ne cessent de peser sur les combinaisons territoriales qui scandent constamment l'histoire de la France. Pour Vidal, imprégné de darwinisme social, la succession de ces combinaisons résultait d'une rivalité entre des « formes récessives » et des « formes progressives » (Vidal, 1913 : 12). Objets de ses articles, les régions économiques représentaient un cycle ascendant de phénomènes géographiques instinctivement porté à étendre son ordre. La vigueur du cycle progressif était, en outre, accentuée par la nature des tendances modernes. Il y a dans « cette civilisation [...] [qui a] imprimé une mobilité extraordinaire aux courants d'hommes et de choses [...] une puissance agressive, [...] une nécessité d'envahissement » (Vidal, 1910 : 830-831).

La France rénovée

L'aggiornamento vidalien repoussa donc l'antagonisme du sol et de l'usine, tout en conservant une conception des rapports sociaux héritée de la France des pays. Le *Tableau* périssait car la

(p. 17), pouvait-elle perdurer? Conscient d'émettre une « hérésie », Hauser condamna la solution du protectionnisme, du repli des pays sur la France pour « cultiver notre jardin sans nous soucier du dehors » (p. 18). Il voulut « une politique d'expansion et d'action », soucieuse des « nécessités de l'industrie moderne » (p. 18-19).

Ce fut l'avis de Clémentel. En écho à Vidal et à Hauser, il était convaincu qu'en raison de l'impossibilité d'échapper à « l'ambiance générale » (Vidal) devait s'ouvrir, sans retard, l'ère nouvelle de l'économie nationale. Le rang mondial de cette dernière en dépendait. « Notre seule chance de salut, c'est [...] de produire davantage [...]. Le temps des paresseuses nonchalances est passé » (Clémentel, 1918 : 4-5).

L'obligation d'intervenir souleva la question de la place de l'État. Clémentel ne réprova pas l'extension et la complexité croissante de son rôle, mais plutôt l'extrême centralisation qui en découle le plus souvent et stérilise l'initiative locale. « L'État [doit être] l'allié naturel de l'instinct social » (Clémentel, éd. 1923 : 204), non le juguler. Sa fonction est de bâtir des « édifice[s] où pourront s'abriter les forces vives du pays » (Clémentel, 1918 : 10). La tâche d'Hauser fut précisément de déceler les évolutions de la physiologie territoriale sur lesquelles l'action tutélaire du gouvernement se modèlerait. La victoire, au dehors, se réaliserait par une refonte, au dedans. Il y avait « obligation de soumettre à un contrôle plus intense les énergies que renferme le sol, [...] sous peine de ruines ». De la rénovation « de la vie régionale [...] un afflux nouveau de sève peut jaillir, [...] source de vie [où la patrie] puisse se retremper » (Vidal, 1917 : 110 et 163).

Hauser dressa la carte des « forces vives », la « vraie » carte régionale, constituée spontanément comme toute chose vivante (Hauser, 1918). Elle n'était pas celle, immuable, désormais trop étroite, des divisions départementales. Ni celle, traditionnelle, des productions bien définies de terroirs. Il l'obtint par la superposition des cartes de la population, des industries, des flux de capitaux, des voies de communications, etc. S'en dégagèrent « quelques grosses taches [qui] représentent autant de condensateurs d'énergies » régionales (p. 52).

Son observation suivit avec soin le précepte vidalien : « Il faut concevoir la région comme une espèce d'auréole qui s'étend sans limites bien déterminées, qui encercle et qui avance » (Vidal, 1917 : 106). Elle naît par le « centre », par la cristallisation autour d'une « ville tentaculaire » d'une masse primitivement amorphe. Tentaculaire, la ville l'est car y siègent des industries « tentaculaires », qui « contrôlent » de vastes étendues (Hauser, 1918 : 45). La région se dessine par le tracé d'un « certain nombre de rayons qui indiquent [l'orientation de] la force d'attraction du centre. [Ils finissent là] où cette force est tenue en échec par une force analogue, émanant d'un centre voisin » (p. 30).

Assemblage solidaire d'une multiplicité d'éléments très changeants, ces industries rendaient la région variable, entraînaient des « luttes d'influences [...] ». C'est le mouvement même de la vie. Aux centres menacés de se défendre [...]. De cette émulation entre les énergies régionales, c'est l'énergie nationale qui, en définitive, tirera tout le profit » (p. 53).

Nous voyons que Clémentel, Hauser et Vidal rompirent avec le sentiment dominant du déracinement et, corrélativement, de la fin des terroirs. L'ample poussée

14 **physiologie spatiale de la France**, « soumise aux lois de l'évolution » (Vidal), offrait un autre visage. L'ambition ministérielle de Clémentel fut, très exactement, de garantir l'épanouissement de cette nation en pousse.

L'idéal, pour ce faire, aurait été la doctrine libérale. « Ne pas établir de formule [administrative] du tout, [et] laisser [...] les influences lutter entre elles pour la vie et pour la domination. L'ordre, un ordre réellement organique, finirait bien par sortir de cette apparente anarchie » (Hauser, 1918 : 54). Mais les circonstances réclamèrent une intervention de l'État. Vidal avait prévenu que face aux modifications de la géographie économique, « il serait dangereux de jouer [...] un rôle passif [...] ». Ce serait se résigner d'avance à une vassalité économique » (Vidal, 1910 : 831). La guerre accrut l'impact de la mise en garde.

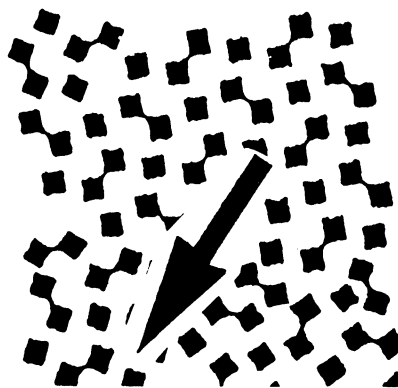
En 1916, Hauser confronta deux choix politiques. Les désastres humains et matériels, la dette l'inquiétaient moins que la place de la France, dans « ce monde énorme de demain » (Hauser, 1916 : 13). La paix des armes restaurée, la guerre économique, qui était à l'origine du conflit, loin de cesser, empirerait. La politique, agréée par les industriels et les commerçants, « de la restriction volontaire », qu'il qualifia de « malthusianisme économique »

régionaliste d'alors s'en nourrit, anti-républicaine et conservatrice particulièrement. Mais les républicains s'alarmèrent aussi des « pays qui s'en vont ». En relevait l'assise idéologique de leur régime. Le Ministre et les deux géographes virent les dangers de ce désir collectif de protéger un certain « Tableau » national des « changements prodigieux du monde » (Clémentel). Partisans de la République, ils n'admirent pas que ce désir entraînaît une rupture politique ; ni qu'il fit de la France une puissance marginale. Plus encore s'il s'alimentait d'une illusion. Ils soutinrent, dès lors, un effort pour tenter d'acclimater une manière de voir qu'ils croyaient être conforme à la « réalité ». La région économique correspondit à la résolution d'une crise culturelle ressentie comme artificielle.

Parce que « l'usine où l'on fond les lois ne travaille pas vite » (Hauser, 1918 : 57), Clémentel se servit des chambres de commerce, qu'il pouvait associer par simple arrêté ministériel. L'intervention publique pressait car, même imaginaire, l'idée d'une perte des racines altérait, en définitive, l'harmonie sociale. Le refus du déclin des pays, en engendrant un conservatisme farouche, risquait de bloquer l'ordre nouveau en gestation dans les cadres d'un ordre révolu. Clémentel, imbu d'une vision holiste et organiciste, envisagea les groupements de chambres de commerce comme les prémisses « d'une armature plus apte que l'organisation actuelle à combiner et à maintenir en harmonie les intérêts administratifs, politiques et économiques » (Vidal, 1910 : 831). Il espéra pouvoir créer des parlements professionnels régionaux composés de fonctionnaires locaux et de délégués élus par les associations patronales, paysannes et ouvrières (Kuisel, 1984 : 97). Nous n'en dirons pas

plus. Nous sortirions de notre propos en abordant la lancinante question de la réforme politico-administrative.

Les régions économiques, pour leurs promoteurs, furent donc le ferment des futures communautés géographiques, enserrant l'ensemble des pratiques sociales et restructurant la société. Par elles, « le capital dont une société doit se montrer ménagère », « le sentiment de personnalité et d'indépendance que l'homme tire d'un sol dont il sent en lui la *virtù* » (Vidal, 1909 : 459), persisterait dans une France rénovée.



Se faire capitale régionale

Arrêté le 5 avril 1919, le projet ministériel est l'acte de baptême de la région dite des « Alpes françaises ». Nous ne commençons pas là une autre histoire. On apercevra de profondes résonances dues à la présence de Raoul Blanchard, fondateur de l'Institut de géographie alpine (1906), disciple de Vidal et l'un des maîtres de l'école française de géographie. À l'occasion de la réforme étatique, il reformalisa une identité locale au nom d'industriels grenoblois qui la défendirent. Héritier du parcours intellectuel de Vidal et d'Hauser, que nous venons de retracer, Blanchard nous permettra d'affiner l'analyse du schéma mental qui est à l'origine des régions économiques.

L'impulsion fut certes donnée d'en haut, mais elle fut agréée, en bas, selon une logique propre au monde des électro-techniques. Les agents sociaux de ce secteur construisirent une image de leur milieu local en fonction d'une double exigence industrielle, l'implantation des sites de production d'une part, la dynamique scientifico-technique d'autre part. Or, la perception des évolutions, et le désir d'une pratique en conformité, rendirent impossible la coexistence de ces deux pôles en une même représentation de la réalité. Le rôle de Blanchard fut, précisément, de résoudre un antagonisme qui pouvait empêcher le développement local futur.

15

La forêt, le laboratoire et 1788

Finies les usines lépreuses, enfumées, grossières rudes, dans un paysage désolé, où, par l'influence indéniable du physique sur le moral, l'ouvrier est mis forcément en dispositions mélancoliques et, partant, facilement hargneuses. Salut, au contraire à l'usine de l'avenir large, claire dans un paysage où l'arbre est estimé [...]. N'y a-t-il pas là l'aube d'une évolution des plus bienfaitantes ? (Congrès, 1902 : 89-90).

La présente description du site de Chedde (Haute-Savoie) — qui intègre une centrale hydro-électrique et une unité d'électro-chimie productrice de « cheddite », un explosif — illustre parfaitement l'idéal social d'industrialisation des entrepreneurs grenoblois qui réalisèrent et administrèrent l'usine.

Tendance nationale, le « néolibéralisme » se distingua par son souci, dont Frédéric Le Play fut le théoricien, de tenir l'entreprise à l'écart de la ville. L'anti-modèle était le Nord-Pas-de-Calais. Les électrotechniciens aspirèrent à se calquer sur la ganterie qui se glissait dans les interstices de la société paysanne. Ils ne prônaient pas la seule renaissance de l'atelier rural et familial par le moteur électrique. Ils projetèrent

noises. L'hydro-électricité requiert des débits réguliers et une eau sans déchets organiques et minéraux que le dégazonnement et la déforestation n'assuraient pas ; et ils favorisaient les éboulements qui pouvaient ensevelir les usines.

L'ADAM se singularisa par ses attaches avec les agents leplaybiens des Eaux et Forêts. S'opposant aux pratiques autoritaires de leur administration, ils se refusèrent à dissocier la restauration physique d'une restauration sociale. La préservation de la forêt et des prés, au lieu de s'effectuer par l'expropriation et le dirigisme, devait s'accompagner d'une préservation des sociétés sylvo-pastorales appelées à collaborer avec les agents. Pour mener à bien leur politique, ils s'inspirèrent de l'école leplaysienne de sociologie. La qualité et l'originalité des monographies locales qu'ils réalisèrent en firent des références pour Blanchard, qui défendit ardemment ces fonctionnaires.

L'appui reçu par l'ADAM répondait donc à une approche globale. En s'immerçant dans l'espace montagnard, les électrotechniciens imposaient leurs impératifs écologiques. Mais ils repoussèrent l'idée d'évincer la société sylvo-pastorale. La philosophie patronale affichait la nécessité de maintenir l'intégrité des communautés géographiques, perçues comme des cadres sociaux naturels. En leur sein, l'agriculteur et l'industriel devaient fraternellement cohabiter.

Se dessina aussi une définition générale du rapport à l'État et du rôle de l'entrepreneur. Marquée par un refus simultané du dirigisme et du capitalisme sauvage, elle situait l'intervention de l'État en aval de l'initiative privée. Il incombait au particulier, seul capable d'apprécier les singularités locales, de veiller au bon état du corps social. Le patron, par sa

position privilégiée, avait vocation d'encourager la solidarité territoriale, de concilier les intérêts, de promouvoir l'hygiène sociale, etc. L'acte d'entreprendre ne se réduisait pas à gérer une affaire. L'État n'était accepté que s'il facilitait et soutenait ces initiatives régionales.

À la manière de voir l'inscription de l'industrialisation et de l'industriel dans leur environnement humain et spatial s'associa une autre représentation du local issue de l'union du laboratoire et de l'usine.

La dynamique constitutive du secteur des électro-techniques reposa grandement sur une étroite coopération entre la recherche universitaire et l'atelier de production. La symbiose de ces deux mondes fit que l'idéologie professorale appartint en son entier à l'univers mental entrepreneurial.

Suite à la loi de 1896 regroupant les facultés en universités, il fut soutenu « que toute Université puise sa force dans le sol qui la porte », n'est légitime que « profondément enracinée dans son sol et imbuée de son esprit » (Procès-verbal, 1897 : 16 et 14). Figure de proue, Louis Barbillion, fondateur de l'Institut électrotechnique en 1901, affirma son enracinement en s'assignant pour mission de servir son « pays », c'est-à-dire une activité économique bâtie autour de la houille blanche. Il partageait avec d'autres le sentiment très vif de la nécessité d'une décentralisation scientifique et industrielle. Sans discontinuer, il avoua préférer l'initiative privée, l'alliance entre les pouvoirs locaux, face à un « État tentaculaire ».

Le système éducatif, en s'orientant vers la satisfaction des besoins locaux, formait « un centre de lumière et d'énergie intellectuelle ». À son entour se cristallisa une image originale de la géographie régionale. Il délimitait

16 de créer aux débouchés des vallées alpines un genre nouveau de cité. À l'atelier ancien, « sombre, incommode, resserré et mal-propre » (Audebrand, 1904 : 30), ils opposèrent l'usine et ses rendements à grandes échelles. Grâce à la houille blanche, « soeur immaculée » de la houille noire, « air, lumière et sécurité, et, à leur suite, salubrité, bonne humeur, gaieté même » (p. 31) pénétreraient dans l'usine moderne. Le transport à distance de la force électrique permettrait de l'installer, et de la disperser, en îlots de cité-atelier, dans un milieu sylvicole bienfaisant.

Ils escomptèrent ainsi s'épargner la question sociale, suite inéluctable au déracinement des ouvriers, en réalisant, par « l'hygiène », de meilleures conditions de vie industrielle et sociale. Par les vertus de l'électricité, l'ouvrier, écarté de l'entassement urbain et de la prolétarianisation manufacturière, paraissait conserver une « proximité » avec son patron. Ils se racinaient chacun dans un pays commun.

La même vision traditionnelle d'une solidarité sociale territoriale motiva le soutien des entrepreneurs grenoblois à l'ADAM (Association dauphinoise pour l'aménagement des montagnes). Fondée par le commandant Alexis Audebrand, en 1906, elle s'attacha à protéger le domaine forestier et pastoral des montagnes dauphi-

un ensemble unissant tous les pays détenteurs de houille blanche, en fait, les Alpes françaises. Le complexe scientifico-industriel inventait sa propre représentation spatiale.

La revendication d'une autonomie décisionnelle ne se doubla jamais d'un dessein sécessionniste. Un retour à « 1788 » permet de comprendre pourquoi la vigueur du patriotisme local ne reposa pas sur le rejet de la grande patrie.

Les discours commémoratifs du centenaire de la révolution dauphinoise s'inscrivirent profondément et durablement dans les mentalités collectives. Le thème de la « primauté » domina. On célébra la République, mais, plus que tout, le fait d'avoir été l'avant-garde du mouvement libérateur. Les prédispositions révolutionnaires des dauphinois furent expliquées par les vertus telluriques de leur pays (Nieto, 1988). S'édifia ainsi une identité circulaire où le patriotisme national découle du patriotisme local, de la fierté d'annoncer l'histoire de la France moderne. Inversement, l'esprit du terroir ne s'accomplissait qu'au sein d'une communauté à défendre, la Nation.

Pour les électrotechniciens grenoblois, la houille blanche, comme la liberté, avait une terre naturelle d'élection. Ils étaient convaincus d'y préfigurer à nouveau l'avenir. Ils aspiraient même à affranchir l'université et les industries alpines, et par là la France, du « vasselage » à l'égard de l'étranger, de l'Allemagne en priorité.

Du Léman à la Méditerranée

Avec la guerre de 1914-1918, la cohésion de la représentation rapportée se rompit. La lecture des conséquences immédiates et des répercussions des combats n'y trouva pas de place.

L'élite scientifico-industrielle abonda dans le sens de Clémentel et d'Hauser. Elle fut, en effet, pareillement certaine que la mobilisation économique continuerait et s'accroîtrait, la paix rétablie. Après une période trop longue de négligences, il convenait de « jeter par dessus bord » les anciennes méthodes économiques et politiques pour intensifier la production. Jusqu'à quel seuil, cependant, la rénovation devait être poussée ? Se plier aux impératifs de la modernité, selon l'idée que l'élite en avait, faisait surgir des notions soigneusement occultées par le passé : l'urbain, la division marchande et professionnelle du travail, et corrélativement la concentration et la mobilité.

Elle estima que l'usine ne pouvait plus rester liée à la terre, ni tenter de copier, par la cité-atelier, la communauté villageoise, ni se fondre dans les rythmes répétitifs de la vie rurale. Il lui fallait se centrer sur sa dynamique sectorielle. S'ébaucha, dès lors, une vision de l'espace instituant la ville comme centre multi-fonctionnel, animatrice de la dynamique scientifico-industrielle, relais entre les usines implantées à travers les Alpes et le marché.

Mais la question des rapports sociaux demeurait en suspens. Irrésolue, elle menaçait d'interdire la modernisation économique locale. Il sembla inconcevable de « jeter par dessus bord » les notions d'enracinement et d'appartenance à une communauté géographique. Or, la ville symbolisait le déracinement et la fin des pays.

La décision de Clémentel de créer une région alpine empêcha la formation d'une attitude de refus. L'élite de la houille blanche vit là l'occasion de se redonner une image cohérente de son milieu régional. Le rôle de Blanchard fut essentiel. Sa conception de « la région économique des

Alpes françaises » (Blanchard, 1918) devint la pensée officielle de l'APAF (Association des producteurs des Alpes françaises).

Aimé Bouchayer, l'industriel grenoblois alors le plus en vue, la fonda en juin 1918. Sa création servit à détourner la réforme étatique pour l'insérer dans une stratégie identitaire assise sur l'idée d'une spécificité alpine et d'une légitimité de Grenoble à représenter une entité territoriale, à être une capitale. Rejoignant l'idéologie de 1888, ce souci d'indépendance ne valut que comme condition de la grandeur nationale.

Sa circonscription couvrit les départements savoyards, l'Isère (moins l'arrondissement de Vienne), les Hautes-Alpes, les Basses-Alpes (actuellement Alpes-de-Haute-Provence) et les Alpes-Maritimes. L'association réitéra l'aspiration du patronat à assumer, par l'initiative privée, la mise en cohérence de la société locale pour son développement socio-économique. Son but fut d'unir les « producteurs » — ouvriers, paysans, entrepreneurs, scientifiques, etc.—, de coordonner les initiatives, d'améliorer la condition sociale des travailleurs. Il parut irréalisable hors d'une région. Pour Bouchayer, les pratiques sociales ne tenaient ensemble, harmonieusement, que racinées, enchâssées dans un sol qui les englobât toutes.

La communauté locale, que l'APAF voulut faire naître, découlait d'un argumentaire géographique précis confectionné par Blanchard. Il obéit aux préceptes vidaliens pour justifier que « l'ensemble des Alpes françaises form[ent] une seule région économique étendue depuis le Léman jusqu'à la Méditerranée et dont le centre [est] fixé à Grenoble » (Blanchard, 1918 : 29).

La région naissant d'un centre, définir la région des Alpes reve-

18 nait à étudier la région de Grenoble et sa spécialité professionnelle. L'activité de la ville, « au point de vue économique [...], [est] l'expression la plus remarquable, la plus originale et la plus autonome » (p. 30) de l'activité alpine. Siège des principaux établissements exploitant la force des torrents alpins et fabriquant l'équipement des usines d'électrometallurgie-chimie, des banques et des universités scientifiques, Grenoble dirigeait l'expansion de la « reine de l'industrie alpine » (p. 41), la houille blanche, appelée à un « prodigieux essor » (p. 43).

Ce pouvoir, selon Blanchard, lui assurait une emprise sur la totalité de l'espace où rayonnaient ses entreprises. La légitimité de Grenoble à se faire capitale résultait, donc, de son aptitude à faire croître la « solidarité industrielle qui unit les diverses parties des Alpes » utilisatrices de l'énergie hydro-électrique (p. 40).

Un « vaste organisme » (p. 33) régional s'imposait également pour « sauvegarder les intérêts » identiques (p. 46) de l'agriculture et du tourisme, et pour la question des transports. Du nord au sud, les paysans alpins sollicitent la terre de la même manière pour la production du bétail et des biens en dérivant. Autre communauté de trafic et d'activité, « l'industrie un peu spéciale du tourisme » (p. 43) requiert aussi une coordi-

nation régionale des efforts. « Il n'y a aucun doute qu'à ce point de vue comme aux autres, l'homogénéité n'aïlle en s'accroissant » (p. 43). Enfin, les trois piliers de l'économie locale réclament tous « une politique commune des transports, et cette politique sera la tâche la plus importante », la plus urgente et la plus difficile (p. 45).

Il y a donc là les éléments d'une région autonome, tout à fait différente de la région lyonnaise par sa *situation*, en pleine montagne, par son *extension*, qui s'effectue parallèlement à celle où rayonne l'influence de Lyon, par son *mode d'activité*, tout à fait distinct de celui qui caractérise la métropole lyonnaise et ses filiales (c'est Blanchard qui souligne) (p. 32).

Partant, Blanchard définit l'identité territoriale d'après une technique industrielle dominante prenant son essor à partir d'un centre urbain. L'approche choisie put laisser croire qu'il rallia Durkheim sur l'effacement des solidarités territoriales au profit des solidarités professionnelles. Il n'en fut rien. Jugeant en 1909 les thèses de géographie humaine de l'école vidalienne, dont celle de Blanchard (*La Flandre*, 1906), François Simiand porta une appréciation critique, encore valable en 1918, et que relate un éminent durkheimien, Célestin Bouglé :

Lorsqu'on s'efforce de rattacher la vie économique d'une société au sol qui la porte, on invoque le plus souvent la technique qu'elle emploie, qu'on montre dérivant elle-même de l'environnement physique. Mais la technique n'est pas étroitement liée au physique (Bouglé, 1938 : 67).

Il est aisé de montrer que le secteur des électrotechniques alpines, en effet, se construit suivant une logique plus exogène qu'endogène. Or, le vidalien Blanchard resta persuadé de la « permanence » du lien organique soudant l'homme et sa vie technico-économique à un sol, dans la double dimension du racinement et des pays. Il « naturalisa » la houille blanche en en faisant

l'équivalent d'un produit agricole de terroir. « Ce n'est pas un produit artificiel, son existence est entièrement liée aux conditions géographiques qu'impose [la montagne] ». La solidarité induite par cette technique était un fait de « nature » que l'État se devait de « consacrer » (p. 43).

Comme Clémentel et Hauser, Blanchard ne conçut donc pas l'idée d'une transition de la territorialité à la sectorialité, mais d'une forme de territorialité à une autre. À la cité-atelier disséminée dans le tissu rural, il substitua, en quelque sorte, une région-atelier « qui gravite autour » (p. 31) de Grenoble. L'irruption de la « ville monstre » (Hauser), agglomérant l'espace à son entour, loin d'être la fin des entités locales, concourait à les conserver en les modernisant. Son activité industrielle légitimait les frontières d'une nouvelle communauté spatiale, justifiait son autonomie, son irréductible singularité.

La région-atelier, ancrée dans la spécificité du sol alpin, réaffirmait que l'enracinement est au fondement de l'identité individuelle et collective et, conséquemment, de la solidarité sociale. Tout en confortant la vision d'avant-guerre qu'avaient les électrotechniciens grenoblois du lien social, elle s'accordait à l'image qu'ils se firent de la modernité. La région reprenait par ailleurs, en l'affinant, le schéma spatial esquissé depuis ses origines par le complexe scientifico-industriel.

Organisme économique, au sens biologique du terme, elle était la projection de l'ordre intérieur, et précédemment caché, de l'usine. Elle ne répondit ni de la géographie administrative, ni de la géographie historique. Conformée à la division marchande et professionnelle du travail, la région-atelier se concentrait sur son secteur marchand, et concentrait

la main-d'oeuvre autour de cette demande. Imprimant « une mobilité extraordinaire aux courants d'hommes et de choses » (Vidal), elle était un organisme en développement, aux transformations incessantes, toujours ouvert, et dont les limites changeaient selon la vigueur de son centre. En fin de compte, elle créditait d'une valeur positive des mécanismes sociaux précédemment dénigrés.

LOC en pratique

En guise de conclusion

Une confirmation vaudra en guise de première note finale. Marc Abélès relève « l'extraordinaire stabilité » de « [l']idéologie » spatiale associée au système politique français. Elle est « marquée par la prévalence d'une opposition, présente à chacun des niveaux de collectivités territoriales, entre centre et périphérie » (Abélès, 1986 : 195).

Débordant le strict problème politico-administratif, notre propos atteste de « l'obsession [nationale] de la centralité » (p. 195). Le projet Clémentel de régionalisation économique débuta, en priorité, par la désignation de centres locaux. « C'est que la détermination du centre conditionne l'assignation des limites » (p. 195). Présente à l'échelon gouvernemental et au coeur de la géographie vidalienne, la représentation « polycentrique » (Abélès) du territoire guida le processus mental d'invention de la région alpine. À l'échelon local, nous avons vu

que la hiérarchie centre-périphérie commanda l'acquisition du droit de Grenoble à représenter un corps social. Dans ce modèle, « la centralité est synonyme de légitimité » (p. 196). Blanchard se chargea d'établir la démonstration d'une centralité grenobloise, du Léman à Nice.

Une retouche vaudra en guise de seconde note finale. On a coutume de reconnaître en Clémentel un préfigurateur des grands commis modernisateurs d'après 1945. Indéniablement, il incarne une volonté modernisatrice, par l'intervention publique, en rupture avec « le malthusianisme économique » (Hauser). Est-ce, pour autant, un technocrate, un productiviste ? Ses réformes, certes novatrices dans l'ordre de la rationalité administrative et des mécanismes étatiques de régulation du capitalisme, « sont inexplicables hors de la référence à une certaine idée de la France. Il aménagea l'État afin d'accorder la France artificielle, juridique, à la France réelle, de l'enracinement collectif dans des terroirs. La région économique, nous l'avons dit, symbolisait une France des pays rénovés, dont la physionomie s'était spontanément organisée. Mais les circonstances réclamèrent une attitude dirigiste, au nom du prestige national.

Clémentel brouille ainsi les repères historiographiques. Son attachement à une vision traditionnelle du lien social et de l'identité individuelle et collective, il ne l'assortit pas, « au nom de la stabilité et de l'harmonie, [d'une] émascul[ation] des valeurs capitalistes telles que la concurrence » (Kuisel, 1984 : 449), à la différence de la majorité de ses contemporains, qui aspirèrent, d'après Stanley Hoffmann, à une « société bloquée ».

Il échappe à l'opposition réductrice entre une crispation archaïque sur l'ancestrale France

rurale et un modernisme soucieux des exigences de la grande industrie. Sa filiation avec la pensée vidalienne propose, surtout, une autre lecture et une autre périodisation du rejet de la « société bloquée ». Il remonterait, non au conflit de 1914-1918 (Kuisel, 1984), mais à la première décennie, si décisive, du siècle, la guerre précipitant une évolution antérieure. Le cas grenoblois invite à une autre retouche. La répétition, de haut en bas, d'une manière identique de poser la réalité spatiale de la France, permit à l'administration centrale et au pouvoir local de s'ajuster mutuellement. On se méprendrait en en exagérant les effets. Le régionalisme centralisateur grenoblois a une histoire singulière, et il défendit vigoureusement son autonomie. La prégnance du schéma centraliste n'impliquerait pas, mécaniquement, la négation des particularismes culturels.

On joint fréquemment à cette acculturation une désertification économique provinciale. Une indication suffira. De 1895 à 1945, Grenoble se plaça en tête des villes françaises pour le dépôt de brevets. Outre qu'il tranche avec l'idée reçue d'une polarisation nationale, en cascade, univoque, le cas grenoblois se rapproche du « cas Clémentel ».

Le patronat maria aussi à un volontarisme industriel, une conception des rapports sociaux héritée de la société agraire traditionnelle, alliance antithétique pour l'historiographie de l'entreprise. Le patron de la Troisième République, plus préoccupé de social que d'économie, se caractériserait par l'étroitesse de son esprit d'entreprise. Sa mentalité n'aurait pu s'ouvrir, en particulier, qu'en se détachant du sol, de la vie rurale, au profit de la vie technico-industrielle.

Les électrotechniciens ne choisirent pas entre le sol et

manières de voir ne peut masquer, en retour, le poids des vérités du sens commun. Les notions essentielles de racinement et de communauté territoriale provinrent, non de la science même, mais de leitmotifs dominants de l'imaginaire collectif.

Sans en forcer la portée, la divulgation de ces interactions autorise une démythification des concepts. L'impact social de la science, ici la géographie, se manifeste souvent par une sacralisation d'idées ordinaires. Elle survient comme une instance dont le verdict mettrait à l'abri de la critique courante les idéologies cherchant à acquérir l'évidence de faits de nature. L'étude de ces interactions qui conduisirent à l'élaboration de concepts induit une question. Un modèle scientifique qui prétend classer des représentations sociales à l'aide de catégories dérivant étroitement de l'objet à analyser peut-il être pertinent? C'est là, peut-être, un problème général que rencontre l'ensemble de la réflexion sur « le développement local et régional ».

Philippe Veitl
CERAT
Grenoble

20 l'usine. Par l'invention de la région des Alpes françaises, ils affirmèrent que l'émergence d'un esprit d'entreprise novateur peut se faire sans l'émergence d'une représentation professionnelle, sectorisée, des mécanismes sociaux. L'acte d'entreprendre n'eut de sens que s'il s'enracinait dans un terroir, dont le patron était garant de la cohésion sociale d'ensemble.

Nos deux notes convergent, *in fine*, vers l'école vidalienne de géographie humaine. Nous avons dit que le projet de régionalisation économique, étatique et alpin, était impraticable sans une manière de voir. Vidal et ses disciples, Hauser et Blanchard, jouèrent un rôle primordial dans le processus de construction mentale de la réalité sur laquelle le ministère et l'APAF entendirent agir. Ce fait met en valeur l'influence, parfois minorée vis-à-vis d'autres sciences sociales, de la géographie lors de la modernisation des mentalités collectives, tant sur la perception de la communauté politique nationale et du statut de l'État, que sur l'état d'esprit de certains industriels.

L'implication de ces géographes dans le champ politico-social ne se signala pas par une césure entre un discours public et un discours scientifique. Il convient, à ce titre, de souligner l'importance du contexte social pour leurs interrogations théoriques. La « scientification » des

Note

¹ Le présent article est extrait d'une thèse de science politique en préparation, sous la direction de François d'Arcy ; il ne saurait la résumer.

Bibliographie

- ABÉLÈS, Marc. 1986. « L'anthropologie et le politique », *L'Homme*, 97-98 : janvier-juin) : 191-212.
- AUDEBRAND, Alexis. 1904. *La Houille blanche. Le Daupiné hydro-électrique*. Grenoble.
- BLANCHARD, Raoul. 1918. « La région économique des Alpes françaises », *L'Action nationale*, tome deuxième (janvier) : 27-48.
- BOUGLÉ, Célestin. 1938. *Bilan de la sociologie française contemporaine*. Paris, Félix Alcan.
- CLÉMENTEL, Étienne. éd. 1923 (1^{re} éd. 1903). « Organisons la démocratie », dans *La République et la décentralisation*. Paris, Nouvelle Librairie nationale.
- CLÉMENTEL, Étienne. 1918, « Préface », dans HAUSER, 1918.
- Congrès de la houille blanche* (Grenoble-Annecy-Chamonix, 7-13 septembre 1902). 1902. Saint-Cloud, Imprimerie Belin Frères.
- GUIOMAR, Jean-Yves. 1986. « Le Tableau de la géographie de la France », dans *Les Lieux de mémoire*, II, *La Nation*, sous la direction de Pierre Nora, Paris, Gallimard.
- HARAUCCOURT, Edmond. 1932. « Préface », *Étienne Clémentel*. Paris, Librairie de France.
- HAUSER, Henri. 1916. *L'Avenir économique de la France*. Auxerre, Imprimerie universelle.
- HAUSER, Henri. 1918. « Les régions économiques », *Le Fait de la Semaine*, 27 (novembre).

KUISEL, F. Richard. 1984. *Le Capitalisme et l'État en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*. Paris, Gallimard.

NIETO, Philippe. 1988. *Le Centenaire de la révolution dauphinoise*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Procès-verbal de la séance d'inauguration de l'Université (4 avril 1897). 1898. Grenoble, Imprimerie Alliers Frères.

VIDAL DE LA BLACHE, Paul. éd. 1908 (1^{re} éd. 1903). *Le Tableau de la géographie de la France*. Paris, Hachette.

VIDAL DE LA BLACHE, Paul. 1910. « Régions françaises », *Revue de Paris*, 6 (novembre-décembre) : 820-849.

VIDAL DE LA BLACHE, Paul. 1913. « La relativité des divisions de la France », dans *Les Divisions régionales de la France*. Paris, Félix Alcan.

VIDAL DE LA BLACHE, Paul. 1917. « La rénovation de la vie régionale », *Foi et vie*, Cahier B (mai) : 103-110.

VIDAL DE LA BLACHE, Paul. 1949. « La terre française », *Les Cahiers d'Estienne*, 15.

PREVENIR



Une revue spécialisée dans la

Politique de la Santé

Vient de paraître :

N° 16 - 17 : LE CANCER
Vol. 1, 1^{er} semestre 1988
Vol. 2, 2^e semestre 1988
110 F le numéro

Déjà paru :

N° 15 : VIEILLISSEMENTS
2^e semestre 1987 - 80 F

Prochainement :

N° 18 - 19 : LE MOUVEMENT OUVRIER
ET LA SANTE :
une comparaison internationale
(en deux volumes)

Vente au numéro et abonnement (4 numéros, 1988-1989) : 290 F
PREVENIR, C.V.M., BP 92, 13362 Marseille Cedex 10